

Témoignages

JOURNAL FONDÉ EN 1944 PAR LE Dr RAYMOND VERGÈS

N° 17.927

Le PCR mobilisé pour sauver la filière canne

Echéance 2017 la survie ou l'explosion



Hier dès 5 heures du matin, des militants du PCR partout sur les plates formes pour informer les planteurs comme ici à Saint-Philippe, avec des camarades de la section de Saint-Joseph autour de David Lebon (à droite sur la photo).

Quelques heures après le lancement d'une campagne d'explication auprès des planteurs de canne à sucre, le PCR a tenu une conférence de presse au sujet de l'échéance 2017. Le point sur la situation a été fait par Yvan Dejean et Maurice Gironcel, secrétaires généraux du PCR, accompagnés par Elie Hoarau et Paul Vergès. A sept jours de la venue prévue du président de la République, la présence de dernière minute de Stéphane Le Fol, ministre de l'Agriculture, montre que le gouvernement prend les choses au sérieux, estime le PCR précisant en substance: pour le moment, pas de démenti à l'annonce de la fermeture de l'usine de Bois Rouge. François Hollande est attendu, il devra s'exprimer sur la filière canne, souligne le PCR.



Paul Vergès, Maurice Gironcel, Yvan Dejean et Elie Hoarau ont rencontré hier les journalistes.

Ce jeudi, le Parti communiste réunionnais a donné rendez-vous à la presse à la permanence de la section de Saint-Pierre. C'était en effet hier le début de la coupe dans le Sud. A sept jours de la venue prévue de François Hollande, l'instant est stratégique. Le PCR a donc lancé une campagne d'explication auprès des planteurs sur toutes les plates-formes de livraison. Des militants sont partis à la rencontre des travailleurs avec à la main le supplément du "Témoignages" du 17 juillet.

Yvan Dejean et Maurice Gironcel, secrétaires généraux du PCR, accompagnés par Elie Hoarau et Paul Vergès tenaient la conférence de presse. Des représentants des sections de toute l'île étaient également présents dans la salle.

30.000 personnes directement concernées

Maurice Gironcel rappelle le poids de la filière canne à La Réunion: 30.000 personnes sont directement concernées, 12.000 emplois directs, 18.000 indirects. Plus de 170.000 demandeurs d'emploi à La Réunion aujourd'hui, notre île ne peut se permettre une catastrophe d'une telle ampleur. Il est donc important que ce sujet interpelle tout le monde.

La survie des planteurs est posée, ou c'est l'explosion sociale.

«Nous avons interpellé tout le monde, y compris le président de la République qui sera chez nous le 25, accompagné du ministre de l'Agriculture Stéphane Le Fol», poursuit Maurice Gironcel. Cette annonce de dernière minute signifie-t-elle que Paris a pris conscience de la mesure de la crise?

Yvan Dejean a expliqué le danger d'une crise économique, sociale, environnementale et politique avec la fin des quotas et du prix garanti.

Il rappelle tout d'abord que de tous temps, les grandes cultures de La Réunion répondent aux besoins de la métropole coloniale, puis de la France. Quand

ce pays a trouvé moins cher ailleurs, il a abandonné les producteurs réunionnais. L'histoire de La Réunion est jalonné de ces plantations disparues: aux épices a succédé le café, la vanille, le géranium, le vétiver dans le cimetière des cultures disparues.

La fin d'un système

Pour la canne, Yvan Dejean rappelle que cette monoculture a été imposée par la France quand Saint-Domingue a brisé ses chaînes. L'ancienne colonie d'Amérique était le principal fournisseur de sucre de la France. Pour compenser cette perte, c'est le développement de la canne à sucre à La Réunion.

Dans le système qui court jusqu'en 2007, le sucre réunionnais est intégré dans les règles du marché européen. Depuis 1968, cela se traduit par un quota et prix garanti pour le sucre de La Réunion. Mais ce système est contraire aux règles de l'OMC qui s'imposent désormais à l'Union européenne. Règlement sucrier a été attaqué en 2005. L'Europe s'est adaptée en vue d'arriver à la fin des quotas. La PAC 2006-2013 prévoit donc une baisse des prix du sucre et des quotas. Paris savait donc qu'une telle échéance était inéluctable.

Sans quota, le sucre réunionnais doit faire face à la concurrence du sucre de betterave et du sucre roux d'Amérique latine. Son coût de production pour une tonne de sucre est 240 euros plus cher que celui d'une tonne de sucre de betterave. S'il ne trouve pas preneur, ce sera le cours mondial, inférieur au prix garanti actuel.

Plus de 200 millions d'aides pour survivre

Pour compenser le déficit de compétitivité, l'industriel Téréos demande une revalorisation des aides actuelles ver-

sées par l'Europe et la France. Au total, c'est plus de 200 millions d'euros de subvention revendiqué, 38 millions de plus que les aides actuelles. Ces subventions doivent avoir l'agrément de l'Union européenne. Tolérera-t-elle cette augmentation.

Dans le cas contraire, si l'industriel n'est pas assuré de vendre son sucre, il n'achètera plus les cannes à sucre des planteurs.

Tout cela a été exposé aux députés de la Délégation des Outre-mer par le responsable de Téréos Océan Indien.

Les députés socialistes sont au courant mais ne disent rien

«La situation est connue des députés socialistes, ils ont toutes les informations et pourquoi ne rendent-ils pas publiques? Les Réunionnais jugeront de leur attitude», souligne Yvan Dejean. Il constate qu'à ce jour, il n'y a aucun démenti à l'annonce de la fermeture de Bois-Rouge en 2018 faite voici 10 jours par le PCR.

Au gouvernement de répondre à la condition de Téréos, ajoute le secrétaire général du PCR. François Hollande devra donc s'exprimer précisément sur ce point. Car «si Bois rouge ferme, le Gol suivra. Si la canne disparaît, les terres les plus riches de La Réunion livrées aux intempéries».

Lors du Comité général de ce dimanche à Saint-Paul, le problème sera de nouveau exposé, et la presse sera invitée, conclut Yvan Dejean.

Propositions du PCR pour l'avenir

«Comment se fait-il que devant une menace aussi grave, silence radio des élus politiques. Les camarades ont bien senti l'inquiétude profonde des planteurs lors de la distribution», précise Elie Hoarau en réponse aux questions des journalistes. «S'il n'y a plus de fabricant de sucre, il n'y a plus de planteurs de canne dans l'état actuel des choses», ajoute-t-il. «Que le président ait une parole pour encourager les planteurs». «Il faut voir au-delà de l'immédiat», poursuit Elie Hoarau, «il faut voir tous les autres produits de la canne. Nous voulons la création d'un département recherche-développement pour aboutir à de nouveaux produits. De la recherche à l'activité industrielle, il faut un certain temps, l'Etat doit prendre le relai durant cette période».

Manuel Marchal

Édito

295 innocents abattus par un tir de missile en Ukraine?

100 ans après l'attentat de Sarajevo déclencheur de la Première guerre mondiale, un fait dramatique risque d'aggraver le conflit en Ukraine. 295 innocents sont morts. Un avion de la Malaysian Airlines s'est écrasé dans l'est du pays.

Ce sont les agences de presse russes qui ont été les premières à annoncer la nouvelle. Un avion de la Malaysian Airlines a disparu au dessus de l'Est de l'Ukraine, dans la région où l'armée de Kiev a lancé depuis plusieurs semaines une grande offensive militaire contre des opposants. Aussitôt connue la tragédie, Kiev n'a pas manqué d'accuser les rebelles d'avoir commis une telle attaque. «Nous n'excluons pas que cet avion (malaisien) ait pu être abattu et nous soulignons que les forces armées ukrainiennes n'ont pas effectué de tirs susceptibles d'atteindre des cibles dans les airs», a déclaré le chef de l'Etat ukrainien.

Quant aux rebelles, ils disent ceci: «des témoins ont vu le Boeing 777 attaqué par un avion de chasse ukrainien. Après quoi, l'avion de ligne s'est brisé en deux et est tombé sur le territoire de la République de Lougansk (autoproclamée par les rebelles dans l'est de l'Ukraine). Après l'attaque, l'avion ukrainien a été abattu et est tombé lui aussi sur le territoire de la République de Lougansk».

L'avion volait à son altitude de croisière, à 10.000 mètres du sol. Il reliait Amsterdam à Kuala Lumpur et passait au-dessus de l'Ukraine au moment

de la perte de contact. Si la thèse d'un tir soutenue par les deux parties du conflit se confirme, il faut alors savoir que seul un avion de chasse ou une batterie de missiles anti-aériens peut infliger des dégâts à un aéronef volant à cette altitude. Cela limite donc drastiquement le nombre des responsables potentiels d'une telle tragédie.

Cela montre aussi jusqu'où ce conflit peut aller. Rappelons que tout est parti de la volonté occidentale d'étendre son hégémonie dans cette région très proche de la Russie. Derrière l'accord d'association à l'Union européenne se cache en effet l'impérialisme de l'OTAN. A l'exception de l'Autriche, de la Suède et de la Finlande, tous les membres de l'Union européenne font partie de l'OTAN, et en particulier trois anciennes républiques soviétiques: Lituanie, Lettonie et Estonie.

Cela rappelle l'urgence d'une trêve et de négociations. Gageons également qu'une enquête indépendante pourra faire toute la lumière sur les responsabilités dans ce drame qui a coûté la vie à 295 innocents.

J.B.

Témoignages

Fondé le 5 mai 1944 par le Dr Raymond Vergés

69^e année

DIRECTEURS DE PUBLICATION :

1944-1947 : Roger Bourdageau • 1947 - 1957 : Raymond Vergés • 1957 - 1964 : Paul Vergés • 1964 - 1974 : Bruny Payet • 1974 - 1977 : Jean Simon Mounoussany Amourdom • 1977 - 1991 : Jacques Sarpédon • 1991- 2008 : Jean-Marcel Courteaud • Depuis 2008 : Jean-Max Hoarau

6 rue du général Émile Rolland
B.P. 1016 97828 Le Port CEDEX

RÉDACTION

TÉL. : 0262 55 21 21 - FAX: 0262 55 21 29
ÉMAIL RÉDACTION : temoignages@wanadoo.fr
SITE WEB : www.temoignages.re

ADMINISTRATION

TÉL. : 0262 55 21 21 - FAX: 0262 55 21 23
ÉMAIL AVIS, ABONNEMENT :
avis.temoignages@wanadoo.fr



Le remembrement des exploitations donnerait des gains de productivité, au prix de 12.000 emplois.

Echéance 2017: audition du président du Syndicat du sucre de La Réunion à l'Assemblée nationale – 5 –

«Un problème de choix politique, de modèle social»

Dans 3 ans, la fin des quotas, tout sera bouleversé et nombreuses sont les inconnues. C'est en substance le message du président du Syndicat du Sucre de La Réunion aux députés lors de son audition le 6 mai dernier. Voici le compte-rendu de la partie relative aux valorisations de la canne autres que le sucre, avec des intertitres de «Témoignages».

Avant de rechercher de nouvelles pistes de valorisation de la canne à sucre, demandons-nous si le sucre est la meilleure valorisation de la canne. Pour ma part, je le pense, et pour longtemps encore. La valorisation due à la production d'énergie, qui représente à La Réunion 12% de la produc-

tion d'électricité depuis la mise en place, en 2009, du tarif EDF, est de l'ordre de 13 euros par tonne de canne. Ce chiffre est à comparer aux 80 euros par tonne du revenu global moyen des planteurs. Aucune valorisation ne saurait égaler celle du sucre. Quant aux molécules, elles font actuel-

lement l'objet de recherches, notamment la lignine, la cellulose et l'hémicellulose; mais il s'agit là de recherches fondamentales et nous sommes encore loin des recherches appliquées. Et même si les études font un jour l'objet d'applications, nous heurterons à une problématique

liée non pas à l'utilisation de la molécule mais au lieu où sera fabriqué le produit contenant la molécule, pour une simple raison d'économie d'échelle propre à toutes les économies insulaires.

Industrialisation difficile

Nous aurons deux possibilités. La première consiste à nous insérer dans un schéma de recherche très large, en collaboration avec des instituts importants ou de grandes firmes cosmétiques comme L'Oréal, afin de déposer un brevet ou un co-brevet et afin d'en percevoir ensuite les rémunérations. Je suis beaucoup plus réservé sur la seconde solution qui consisterait à produire industriellement à La Réunion ce qui pourrait l'être en Afrique du Sud, en Australie ou au Brésil à des coûts beaucoup plus faibles. Le département de La Réunion ne disposant que d'une récolte annuelle d'un peu plus d'un million de tonnes de canne, contre 40 millions de tonnes pour le Brésil, nous souffririons d'un manque de matière première, sans oublier que, pour approvisionner les marchés européens, il faudrait transporter le produit fini. C'est pourquoi je suis dubitatif quant à la fabrication sur notre territoire, sauf à trouver la molécule à très forte valeur ajoutée que les clients voudront voir produite selon les normes et la qualité européennes. Dans ce cas, La Réunion, la Martinique et la Guadeloupe sont les seuls endroits au monde qui pourront le faire.

Je nourris beaucoup d'espoirs sur le projet de valorisation des cires d'écume de sucrerie. Nous avons des contacts avec des industriels allemands désireux que la production soit située dans un univers européen. Mais cette valorisation ne représente que 4 ou 5 emplois et ne peut donc remplacer les débouchés actuels.

Monsieur le député, vous me demandez de vous rassurer. Moi aussi, j'aimerais être rassuré...

«Nous n'avons pas de réponse»

Actuellement nous essayons, avec le concours de Tereos, de réorienter nos flux de vente de sucre du cœur de l'Europe vers de nouveaux pays comme la Roumanie et la Bulgarie. Mais pour ce qui est de la survie du modèle social réunionnais, nous n'avons pas de réponse. Les exploitants agricoles qui cultivent 20 hec-

Ce que les députés ont dit... et la réponse

M. le président Jean-Claude Fruteau.

Votre tableau est particulièrement alarmant. Pourtant, je suis certain que l'industriel avisé que vous êtes n'est pas résigné et qu'il a des solutions à proposer... Comment voyez-vous l'avenir de la filière?

M. Thierry Robert.

Après le tableau qu'il vient de dresser, il est absolument nécessaire que M. Philippe Labro nous rassure!

M. Jean Jacques Vlody.

Quelles sont les perspectives industrielles envisagées par le groupe Tereos?

S'agissant des aides publiques, lorsque l'Europe fait défaut, c'est vers l'État que l'on se tourne. L'État parviendra-t-il à garantir le prix de la canne aux agriculteurs et à préserver un modèle social auquel tous les acteurs de la filière sont attachés?

Loin de moi l'idée d'abandonner la filière sucre, que je défends ardemment, en particulier à La Réunion. Mais où en est la recherche concernant les molécules issues de la canne qui pourraient offrir des débouchés en termes de produits dérivés? Cette piste peut-elle être sérieusement envisagée? Permettrait-elle d'offrir des revenus aux industriels et surtout aux agriculteurs?

M. Philippe Labro.

J'aimerais, Messieurs les députés, pouvoir vous apporter des réponses, mais je ne suis pas en mesure de le faire.

tares de betterave cultivent également des céréales, souvent sur une centaine d'hectares. À La Réunion, les exploitations sont de 7 hectares, auxquels s'ajoute un demi-hectare de cultures diversifiées. La façon la plus rationnelle d'abaisser les coûts de la canne serait de créer des exploitations de 30 hectares, sachant qu'au Brésil leur superficie varie, en moyenne, entre 150 et 200 hectares. À La Réunion, le coût de la matière première, à l'entrée de l'usine, représente 70% du coût global de fabrication. Je n'ai pas de solution à vous présenter, sauf à payer la canne au même prix que nos concurrents colombiens ou panaméens. Pour cela, il faudrait remembrer les exploitations, ce qui

aurait pour conséquence de faire chuter de 18.000 à 6.000 les emplois de la filière, et il nous faudrait gérer les 12.000 personnes privées de leur emploi. Je n'ose pas proposer cette solution, même si, comme tout industriel, je dois avant tout diminuer les coûts en augmentant les volumes ou en restructurant. Si les planteurs avaient des revenus 5 à 10 fois supérieurs au SMIC, nous pourrions leur demander de baisser leurs revenus, mais ils ne perçoivent que 1,2 fois le SMIC. Nous sommes confrontés à un problème de choix politique, de modèle social, et ce n'est pas l'entrepreneur que je suis qui peut vous donner la réponse.

(à suivre)

Palestine

5 heures de trêve prévues à Gaza

Israël a annoncé une trêve «humanitaire» de cinq heures, durant lesquelles aucunes frappes en devaient être lancées contre la bande de Gaza, après la mort de huit enfants palestiniens dont quatre dans le bombardement d'une plage mercredi 16.

Depuis une dizaine de jours, l'offensive israélienne s'est intensifiée contre Gaza, territoire de 362 kilomètres carrés où vivent 1,8 million de Palestiniens soumis au blocus israélien depuis des années. La trêve proposée doit leur permettre de se ravitailler mais certains tunnels de liaison ont été détruits par l'armée israélienne. La situation devient de plus en plus difficile pour les civils qui ne savent pas où aller, d'autant plus qu'Israël n'a pas rejeté son intention d'une offensive terrestre.

Une pause de courte durée

L'armée israélienne a annoncé dans un communiqué qu'elle avait accepté la demande des Nations unies d'arrêter ses attaques sur la bande de Gaza, qualifiant cela de «pause humanitaire». Le but de la trêve est de «permettre à la population civile de la bande de Gaza de se ravitailler pour leurs besoins humanitaires», a indiqué l'armée.

Mais elle a prévenu que si le mouvement islamiste palestinien «Hamass ou d'autres organisations terroristes exploitent cette fenêtre humanitaire», elle y «répondrait fermement». Dans la bande de Gaza contrôlée par le Hamass, Sami Abou Zouhri, un des porte-parole du mouvement, a indiqué à l'Agence France Presse avoir accepté cette même proposition. Mouchir al-Masri, a également assuré que «toutes les factions, y compris le Hamass, mettent en œuvre un arrêt des opérations de résistance comme annoncé».

Au lendemain de l'échec d'un cessez-le-feu proposé par l'Égypte, accepté par l'État hébreu mais rejeté par le mouvement palestinien, cette trêve survient après une journée sanglante, entre les bombardements massifs à Gaza et les tirs de dizaines de roquettes sur le territoire israélien. A peine la trêve annoncée que des tirs de mortiers auraient été tirés de Gaza, frappant le sud d'Israël, selon l'armée

israélienne. Cette dernière a indiqué que ces tirs n'avaient pas été revendiqués dans la bande de Gaza et l'armée israélienne n'a pas parlé de riposte pour le moment.

230 morts en 10 jours

Au moins 25 Palestiniens dont huit enfants ont été tués mercredi 16, selon les secours palestiniens, dans un bombardement qui a détruit une cahute de pêcheurs sur une plage de la ville de Gaza, près du port. L'armée israélienne a indiqué qu'elle enquêterait «consciencieusement» sur l'incident «tragique», assurant tout de même que «selon les résultats préliminaires, les cibles de la frappe étaient du Hamass». Jeudi 17 juillet, peu avant la trêve, quatre palestiniens ont péri dans des tirs de char et une frappe aérienne israélienne. Le dernier bilan fait état de 230 Palestiniens tués depuis le début de l'offensive israélienne contre la bande de Gaza, le 8 juillet, selon les services de secours palestiniens. Au même moment, le Hamass a lancé plus de 1.200 roquettes contre Israël, tuant un civil israélien.

Toujours ce jeudi, un raid aérien sur Deir al-Balah, dans le centre de la bande de Gaza, a fait un mort et deux blessés, selon Achraf al-Qodra, porte-parole des services d'urgences. Et quelques minutes avant l'entrée en vigueur de la «pause humanitaire», trois Palestiniens ont été tués et quatre autres blessés grièvement par des tirs de char sur une maison de Rafah, dans le sud de l'enclave palestinienne.

«Mieux vaut rester et mourir dans nos maisons»

Jeudi avant l'aube, l'armée israélienne a envoyé des sms, laissés des messages téléphoniques et envoyés des milliers de tracts, aux 100.000 habitants du nord de Gaza, afin de les inviter à quitter les lieux en prévision de

bombardements massifs. Cependant, selon l'AFP, «aucune fuite massive d'habitants n'a été constatée». Ce qui s'explique par le fait que «beaucoup disent n'avoir nulle part où aller».

«Ils larguent ces tracts depuis leurs avions pour dire aux gens ordinaires d'évacuer. Mais où devons-nous aller? Mieux vaut rester et mourir dans nos maisons», a expliqué Fayçal Hassan à l'agence de presse française. En parallèle, près de 21.000 réfugiés ont accueillis par l'Agence onusienne pour l'aide aux réfugiés palestiniens (UNRWA). Le contexte pourrait car Israël se réserve l'option d'une intervention terrestre dans la bande de Gaza, malgré les risques pour les civils. Des blindés, pièces d'artillerie et des unités d'infanterie ont été déployés massivement en dix jours à la frontière, et près de 40.000 soldats ont été mobilisés en vue d'une éventuelle opération au sol.

Pour Giora Eiland, ex-directeur du Conseil national de sécurité israélien, l'offensive terrestre est le seul moyen de «détruire» le réseau de tunnels construit par le Hamass pour transporter les armes. «Il semblerait qu'on aille dans cette direction» a-t-il ajouté. En effet, pour un analyste militaire de la radio de l'armée, cité par l'AFP, «les principales infrastructures (du Hamass) se trouvent en sous-sol, ou à l'intérieur de bâtiments civils», pour lui seule une opération terrestre pourrait permettre de les «anéantir».

Céline Tabou

La tension perdure dans l'Est de l'Ukraine

Kiev satisfait des sanctions

L'Union européenne et les Etats-Unis ont décidé de durcir les sanctions contre la Russie en raison de la crise en Ukraine, mercredi 16 juillet. Ces mesures n'ont pas de réel impact sur le plan économique.

Réunis en sommet à Bruxelles, les dirigeants européens ont décidé de geler les programmes menés en Russie par la Banque européenne d'investissement (BEI) et la Banque européenne pour la reconstruction et le développement (BERD).

Le pétrole et le gaz visés

Le président Barack Obama a décidé de cibler le géant russe des hydrocarbures, Rosneft, en gelant ses éventuels avoirs aux Etats-Unis et les entreprises américaines ne seront plus autorisées à mener des transactions avec cette société. Les sanctions visent aussi la banque du géant gazier russe Gazprom, Gazprombank, ainsi que les autorités séparatistes de Donetsk et de Lougansk, qui tentent de faire sécession dans l'Est de l'Ukraine.

La banque publique russe VEB, qui compte le Premier ministre russe Dmitri Medvedev parmi ses dirigeants, figurent également parmi les nouvelles cibles américaines. «Ce que nous attendons, c'est que les dirigeants russes se rendent compte une fois de plus que leurs agissements en Ukraine ont des conséquences, notamment l'affaiblissement de l'économie russe et un isolement diplomatique croissant», a déclaré Barack Obama lors d'une courte allocution à la Maison Blanche.

L'Union Européenne a pour sa part décidé de cibler des «entités» russes, accusées de soutenir «matériellement ou financièrement» les actions menaçant ou remettant en cause la souveraineté de l'Ukraine. Après avoir interdit la délivrance de visas et gelé les avoirs de plus de 70 personnalités russes et ukrainiennes, les dirigeants européens ont décidé de lever l'embargo imposé sur les exportations vers l'Ukraine d'équipements sécuritaires de protection comme les casques et les gilets pare-balles.

«Faire preuve de fermeté»

Avant l'annonce de ces sanctions, le

ministre français des Affaires étrangères, Laurent Fabius, avait expliqué que les dirigeants européens voulaient essentiellement «faire preuve de fermeté tout en maintenant le dialogue». De son côté, la chancelière Angela Merkel a estimé que la Russie «n'avait pas suffisamment satisfait» les attentes pour apaiser la situation en Ukraine, selon son porte-parole Steffen Seibert.

Ces sanctions interviennent après l'offensive diplomatique de Kiev pour obtenir de nouvelles sanctions contre la Russie, accusée de soutenir les séparatistes armés dans l'Est. Le ministère ukrainien des Affaires étrangères avait d'ailleurs souligné que «des combattants et des armes» continuaient toujours d'arriver de Russie dans l'Est.

Pour sa part, le président ukrainien Pétro Porochenko s'est félicité de ces nouvelles sanctions européennes, saluant «un pas important dans le soutien à la souveraineté, l'intégrité territoriale et l'indépendance de l'Ukraine».

Une confrontation russo-ukrainienne

Malgré cela, la tension perdure, les combats se poursuivent, particulièrement autour de Donetsk et Lougansk. Ce conflit armé continue au moment

même où des centaines d'habitants de Donetsk ont été évacués en bus par les insurgés la ville pour se rendre en Russie, selon l'AFP. «J'espère revenir un jour à la maison, mais pour l'instant ce n'est plus possible de vivre là, ils nous bombardent» a déclaré Viktor Gontcharov, 67 ans, de Krasnogorivka, localité à l'ouest de Donetsk, touchée par des tirs de lance-roquettes multiples ces derniers jours.

Les efforts diplomatiques menés par l'Allemagne et la France sont toujours dans l'impasse depuis plusieurs jours. Si bien que deux dirigeants rebelles ont annoncé mercredi 16 juillet à Donetsk qu'une visioconférence du «groupe de contact» sur l'Ukraine (OSCE, Ukraine, Russie) se tiendrait avec la participation des pro-russes hier soir ou ce soir. Mardi 15 juillet, l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe (OSCE) avait déploré la tenue de cette réunion, rejetant la responsabilité sur les rebelles, selon l'Agence France Presse.

De son côté, l'Ukraine a affirmé qu'un missile tiré de Russie avait abattu lundi un de ses avions de transport militaire An-24, sans que Moscou ne réagisse. Pour sa part, les autorités russes ont accusées les ukrainiens d'être à l'origine d'un tir d'obus qui a fait un mort dimanche dans une ville frontalière russe. Le conflit a fait plus de 600 morts en trois mois.

Céline Tabou



Un avion de la Malaysian Airlines s'est écrasé près de la ville de Torez en Ukraine. Les protagonistes du conflit s'accusent mutuellement. La Grande Bretagne a demandé une réunion d'urgence du Conseil de sécurité de l'ONU. Voir notre édito en page 3.

Otè!

Virapoullé i vol o sokour lo lizine léstrésité Sharbon-Sharbon dann Boirouz !

Matant Zélida la ékrir Justin :

Mon shèr nové, mon spès salté, rouj-de-fon dovan l'éternité, Mi koné, zordí, out ti pé d'san va bouy avèk sak mi sava rakont aou. Ou i dovine pa a popré? Mi pans ké oui... Moin na pou parl aou la konfèrans zournal mésyé Virapoullé. Ala in moun i travay pou La Rényon! Zot i koz solman lo dévlopman, é bin, ala in moun na d'zidé, épi na d'projé dsi la késtyonn lo dévlopman. Kou dsi kou, li sort in projé lo por dann la profondèr d'lo, la vant dolo bann katari, épi in projé pou rofé viv son komine. Konm di lo kont: "avèk Virapoullé, Sintandré i rofé!"- Lol! Pran sa pou toué!

Justin la fé pou répons :

Mon vyé matant k'i koz toultan la boush rouvèr, moin té sir ou té i sava di sa, kan moin la lir dann zournal sak Virapoullé té i vé fé. Dabor dsi la késtyonn lo, moin la fine dir nana myé pou fé avèk dolo La Rényon: inn i pé artiliz ali, pou produi plis léstrésité kisoï par in sistème lénèrzi osmotik, kisoï pou arfé mont dolo dann in basin an otèr konm i fé dann lil El Hierro pou arfé ankor lénèrzi prop épi ardistribyé d'lo pou d'moun La Rényon: i pé zamé dí nou na d'lo an tro avèk l'éshofman lo klíma! Dé: Virapoullé i parl fé vni lo sharbon dann Sintandré, pars lo santral sharbon-bagas Boirouz i tiliz plis dé tyèr lo sharbon ni fé vnir é pétète plis ankor, pars si i siprime lizine kann Boirouz lo kantité va rogoumanté avèk in santral Sharbon-sharbon-vi k'nora pi d'bagas!- é tanpir pou sak na l'asm, é tan pir pou la polisyon, sak lé fay va mor pli jenn, in poin sé tou!. Tan k'a lo dévlopman la vil, éskiz amoin, mé sak Vira la fé sé pa in réisite é mi pans l'avé bokou myé pou fé a kondisyonn fé travay in pé plis la tête san pans biznès, biznès, biznès!. Ankor in foi, apré lo projé linsinératèr, ala ké lo Virapoullé, li vol o sokour bann kasèr d' Boirouz, é polyèr La Rényon. Tok! Pran sa pou ou!

Justin

NB: Lo lénèrzi osmotik lé éné kan dolo moin salé i fé la rankont avèk dolo pli salé an travèrsan in manbrane somi-pèrméab. Pou konète plis zot i pé alé dsi internet... Parèy pou lo lil El Hierro la fine trap lotonomi dann lénèrzi.